

Weissman, Steve et al., *The Trojan Horse : A Radical Look at Foreign Air*, Pacific Studies Center and the North American Congress on Latin America (A Ramparts Press Reader), San Francisco, 1974, 249 p.

Christian A. Girault

Volume 6, numéro 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700601ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700601ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Girault, C. A. (1975). Compte rendu de [Weissman, Steve et al., *The Trojan Horse : A Radical Look at Foreign Air*, Pacific Studies Center and the North American Congress on Latin America (A Ramparts Press Reader), San Francisco, 1974, 249 p.] *Études internationales*, 6(3), 421–424.
<https://doi.org/10.7202/700601ar>

et louangeuse envers elle-même. Le véritable peuple soviétique ou les événements qui le concernent disparaissent dans les remous historicistes. Les masses conventionnelles et les groupes héroïques proclament la révolution sociale et cette démarche prophétique vers les sommets de la civilisation. Les citations uniquement et constamment mentionnées sont celles de Marx, Engels et de Lénine. Après la mort de ce dernier en 1924, les Soviétiques, comme individus, s'effacent, à moins qu'on ne les pointe comme des ennemis. Les personnages honnis sont alors nommément identifiés, quoique nous sachions tous quels êtres malfaisants se profilent derrière eux. Bernstein, Millerand et les autres avant la Première Guerre ; Trotsky, Bukharin, Kamenev, Zinoviev et autres après la glorieuse Révolution d'Octobre. Cependant, après 1930, ces noms disparaissent à leur tour : le complot se manifeste partout. Seuls demeurent les masses combattantes et le parti... Staline n'est même pas mentionné une seule fois et Brejnev, une seule fois. Les déficiences « du culte de la personnalité, du volontarisme et du subjectivisme (Staline) » sont considérées sans plus comme étrangères au marxisme-léninisme mais cela est soigneusement contrebalancé par l'explication des organisations illégales des années trente. Qui ont purgé le parti des indésirables au cours des années vingt et trente ? Selon l'auteur, ce sont « les léninistes de la ligne dure... le noyau monolithique léniniste du parti bolchévique ». Dans l'ouvrage, plusieurs références sont aussi faites dans un sens fortement idéologique et de culte, dirait-on, « à la vitalité intérieure du marxisme (son dynamisme) », à « l'amour infini des masses » pour le parti, et aux « fidèles » du parti. Encore faudrait-il que de tels arguments de nature « théologique » deviennent intéressants si l'on pouvait pénétrer au-delà des mots eux-mêmes et rejoindre le jeuple authentique.

Robert H. KEYSERLINGK

Département d'histoire,
Université d'Ottawa

WEISSMAN, Steve *et al.*, *The Trojan Horse : A Radical Look at Foreign Air*, Pacific Studies Center and the North American Congress on Latin America (A Ramparts Press Reader), San Francisco, 1974, 249p.

Le présent ouvrage est un recueil d'articles récents parus dans des revues américaines spécialisées dans les questions du Tiers-Monde, *Pacific Research and World Empire Telegram* et *Latin America and Empire Report* (quelques autres articles proviennent de *Monthly Review* et de *Ramparts*). Les différents aspects de l'aide américaine — aide financière, aide humanitaire, aide alimentaire, aide technologique, aide militaire — y sont traités. On trouvera là des analyses sur les liens entre les universités, les grandes sociétés privées et les organismes officiels d'aide, sur la Banque mondiale et ses buts, sur la fonction du Fonds monétaire international, sur certaines grandes organisations charitables. On retiendra pour sa valeur d'actualité l'article de Israël Yost, « *The Food for Peace Arsenal* » (pp. 157-170) qui contient une analyse structurelle du programme d'aide alimentaire institué en 1954 (*Public Law 480*) et qui montre comment ce programme encourage la dépendance économique des pays receveurs et retarde indéfiniment les réformes (réforme des tenures, réforme des circuits de commercialisation), mesures qui seraient seules capables d'augmenter de façon notable les productions.

Plutôt que de faire une recension article par article — les lecteurs d'*Études internationales* connaissent sans doute ces revues et peut-être même plusieurs des articles réimprimés —, il est peut-être plus intéressant de rassembler quelques idées sur l'approche « radicale » des problèmes du développement, des questions des rapports entre monde sous-développé et monde développé et, en particulier, de la question de l'aide, telle qu'elle est pratiquée par les chercheurs écrivant dans ces revues.

La première chose qui frappe dans ces articles ou ces rapports, c'est la qualité de l'information. D'une manière générale, les sources ont sûres, bien identifiées, récentes. Certaines références prouvent qu'un long et fastidieux travail de dépouillement — comme dans le cas des débats parlementaires — a été réalisé par les chercheurs. « Radicalisme » ne signifie donc ici nullement procès d'intention, ou accusations portées en l'air.

La méthode utilisée frappe également. Un article permet d'illustrer cette méthode « radicale ». Il s'agit de l'article (inédit) de David Ranson, « *Ford Country : Building an Elite for Indonesia* » (pp. 93-116) où il a utilisé des documents publics, mais également les résultats d'une enquête menée spécialement qui a permis de retrouver les principaux protagonistes d'une action d'« aide » et de les interroger. Grâce à cette méthode exigeante qui combine le travail universitaire classique (dépouillement d'archives, synthèse de rapports), le travail journalistique (entrevues, quête de l'information) et le travail de limier (poursuite de pistes, obtentions de renseignements au sens policier du terme), l'auteur a pu réaliser un démontage complet de l'intervention américaine en Indonésie ; car il ne s'est pas agi simplement d'« aide », mais d'un ensemble d'actions qui ont favorisé l'arrivée au pouvoir d'une force sociale, en l'occurrence les militaires, qui était plus ouverte à l'investissement étranger que le régime de Sukarno. Ranson montre comment les agents américains soutiennent l'opposition à Sukarno, entraînent intellectuellement des jeunes (de préférence originaires de la caste aristocratique) sur place et aux États-Unis, prennent des contacts avec les militaires et offrent un appui stratégique au moment du changement de pouvoir. Après 1965, les programmes d'aide rattachés à des plans économiques tournés vers le développement du capitalisme sont préparés par des experts venus des départements d'études asiatiques des meilleures universités américaines (Harvard, Berkeley, Cornell) et financés par la Fondation Ford. La méthode est

donc « radicale » dans la mesure où elle permet de situer la place de l'aide dans un ensemble de politiques impérialistes à l'égard du Tiers-Monde.

Enfin, le but de ces analyses est nettement « radical » lui aussi. L'établissement des faits sert à une attaque sans concession contre l'ordre institutionnel établi qui « prodigue » l'aide. Le « radicalisme », c'est la mise à nu du système impérialiste américain car les auteurs ne voient que cela : il n'est nullement question dans ce livre des mécanismes d'aide des autres pays capitalistes et les organisations internationales ne sont étudiées qu'à travers la domination que les États-Unis entretiennent sur elles. Ce faisant, ces chercheurs retournent contre les organisations impérialistes les instruments documentaires et les renseignements de toutes natures obtenus de façon fort diverse que celles-ci prêtent ou mettent à la disposition d'un certain nombre d'individus. Bien entendu, ceci n'est possible que parce que ces chercheurs — universitaires, fonctionnaires — sont près de la « Tête » impérialiste — et c'est la « Tête » qu'ils visent. Ainsi ces études font partie de deux mouvements qui se développent de façon intéressante aux États-Unis : la contestation interne des appareils et, sur le plan des sciences sociales, la tendance à l'analyse de l'« élite » et de ses institutions, plutôt que celle des « défavorisés » des ghettos.

Le début d'une telle démarche est d'une certaine manière la contrepartie de la nature de la documentation et des buts poursuivis. Alors que les auteurs excellent à démonter un mécanisme d'aide et à en faire apparaître toutes les pièces, ils sont en général moins convaincants sur les effets de l'aide dans les pays sous-développés, sauf à montrer des aspects simples et déjà connus (par les travaux de Hayter, Mende, Wolpin, en particulier) en les interprétant de manière mécanique. On peut estimer que cela, au fond, est normal dans la mesure où ils s'adressent à des lecteurs américains. Le danger pourtant est que ces analyses, pour éclairantes et percutantes

qu'elles soient dans le cadre de la société politique américaine, ne permettent pas des mises en relations plus avancées sur les questions du Tiers-Monde et des relations internationales impérialistes. D'autre part, à ceux qui montrent l'égoïsme et la ruse malhonnête du capitalisme américain, des cyniques peuvent répondre par des assertions « désarmantes » dans la mesure où elles rencontrent un écho presque unanime aux Chambres et très large, il faut le dire, dans la population américaine. Quand Hubert Humphrey dit au Sénat ces paroles qui ont une résonnance *terriblement* actuelle (citation tirée de *The Trojan Horse*, p. 174 : « I have heard... that people may become dependent on us for food. I know that was not supposed to be good news. To me that was good news, because before people can do anything they have got to eat. And if you are looking for a way to get people to lean on you and to be dependent on you, in terms of their cooperation with you, it seems to me that food dependence would be terrific. » on n'est vraiment pas sûr qu'il encourait de la réprobation en 1957, quand ces paroles ont été prononcées, ou qu'il en encourait aujourd'hui, au contraire. L'exposition du cynisme ne décourage pas nécessairement le cynisme, mais peut paradoxalement le renforcer. Dans une annexe du livre, l'importance de l'aide pour l'économie américaine est d'ailleurs montrée et l'on voit bien alors la force de l'argument « égoïste ». L'aide étrangère « aide » à remplir les carnets de commande de l'industrie et des services dans les cinquante États. On a calculé que l'annulation des programmes d'aide ferait perdre 50 000 emplois, la première année, et beaucoup plus par la suite. L'aide favorise les exportations, fait vivre la marine marchande, les agriculteurs, les universités. Les meilleurs articles sont donc ceux qui permettent d'aller au-delà d'une problématique trop simple et apportent un enrichissement conceptuel.

En utilisant ce critère, on rangera parmi les moins bonnes contributions, celles de l'« éditeur » Steve Weissman. Dans son ar-

ticle sur l'Alliance pour le Progrès, par exemple (*An Alliance for Stability*, pp. 73-92), il envisage l'Alliance comme un instrument de contre-insurrection et passe sous silence les aspects économiques. Il considère que l'Alliance n'a pratiquement pas eu d'effets (à l'exception des coups d'État et des succès de la lutte anti-guérilla) et se solde par une opération « blanche » pour le gouvernement américain. C'est oublier qu'elle a permis l'entrée de nouveaux capitaux américains dans les secteurs de l'industrie et des services latino-américains. Le secteur agricole a également été touché par plusieurs programmes de l'Alliance. Les croissances du Brésil, de la Colombie, de la République dominicaine, pour ne citer que trois pays qui ont été particulièrement « choyés » par l'Alliance sont indéniables. Sur ce point, l'auteur commet une grave erreur de jugement lorsqu'il cite des taux de croissance de moins de 3% - il faut dire que sa documentation semble dans ce cas ancienne. L'évolution de l'Amérique latine durant les dix dernières années avec le *boom* économique brésilien, la tragédie chilienne, les secousses de l'Argentine donne une idée des conséquences secondes d'un programme comme l'Alliance pour le Progrès.

L'article remarquable de Harry Cleaver (« *Will the Green Revolution Turn Red?* », pp. 171-200), originellement publié dans *Monthly Review* en 1972, échappe magnifiquement à ces défauts, car il sait envisager tous les problèmes économiques et sociaux liés aux programmes d'aide *dans les pays aidés* et il sait esquisser les répercussions de ces problèmes sur les stratégies politiques possibles *là-bas*. (L'article de Ransom, cité plus haut, fait également partie des meilleures contributions). L'article débute par un rapide historique de la « Révolution verte » qui est une « invention » du capital américain. Il montre comment la Révolution verte accentue les inégalités régionales et les contradictions entre les classes sociales. Il étudie ses effets sur l'emploi, ses effets sur les balances des paiements. Enfin, il discute des conséquences

politiques possibles : la Révolution verte favorisera-t-elle la Révolution sociale, ou la contrariera-t-elle ?

L'analyse à partir de situations locales précises permet une évaluation du phénomène. C'est en cela que l'étude est précieuse. En dépit de tout ce qui a été écrit sur la Révolution verte et de la rhétorique accompagnatrice, l'auteur nous avertit que l'impact du phénomène est relativement limité. Autrement d'ailleurs, comment comprendrait-on le fait qu'une bonne partie du Tiers-Monde soit aujourd'hui (1975) « acculée au bord de la famine », selon l'expression presque consacrée ? Localement néanmoins, la Révolution verte a pu avoir des conséquences importantes (certaines régions du Mexique, de l'Inde, des Philippines par exemple) : recul des structures semi-féodales et déformation-formation de sociétés rurales.

Christian A. GIRAULT

*Département de géographie,
Université McGill*

Vie privée et droits de l'homme, Actes du III^e colloque international sur la Convention européenne des Droits de l'Homme, Bruxelles, 30 septembre – 3 octobre 1970), Bruxelles, Établissements Émile Bruylant, 1973, 579p.

C'est en 1960 qu'avait eu lieu, à Strasbourg, la première rencontre consacrée à la Convention européenne des Droits de l'Homme. Depuis, et à intervalles réguliers de cinq ans, les Colloques internationaux de Vienne, puis de Bruxelles ont réuni des juristes, parmi les plus éminents spécialistes des droits de l'homme, pour discuter divers sujets reliés à la Convention. Il est heureux que, chaque fois, les actes de ces colloques, dont il est superflu de souligner l'importance et la valeur, aient été publiés pour le

bénéfice de tous ceux qui s'intéressent aux institutions européennes et aux libertés publiques. Il faut mentionner toutefois que, comme il avait fallu le faire pour le Colloque de Vienne en 1965, le nombre considérable des communications présentées à Bruxelles a obligé à répartir celles-ci suivant la langue en trois ouvrages distincts publiés dans des pays ou chez des éditeurs différents. C'est ainsi que le présent ouvrage ne réunit, malgré son titre, que les communications présentées en français, ainsi que l'ensemble des rapports généraux. Plusieurs regretteront que l'on n'ait pas choisi de regrouper les textes plutôt en fonction des thèmes traités, permettant ainsi au lecteur de prendre connaissance de tous les travaux consacrés à un même sujet. Un pareil regroupement s'imposait ici d'autant plus que l'on avait proposé aux participants de ce Colloque trois thèmes bien distincts : le droit au respect de la vie privée et familiale, les garanties offertes par les mécanismes institutionnels de la Convention, et enfin, vingt ans d'expérience de la Convention et perspectives d'avenir.

C'est le premier de ces thèmes qui a suscité le plus grand nombre de travaux : ils occupent les deux tiers du présent ouvrage. Le droit au respect de la vie privée, reconnu par l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, constitue, il est vrai, depuis quelques années, dans nos sociétés occidentales, une préoccupation nouvelle sans cesse avivée par les agressions toujours plus nombreuses et sournoises, dont la vie privée est l'objet. Un texte de M. R. V. Jones (p. 185) décrit d'ailleurs de façon saisissante quelques-uns des moyens technologiques les plus perfectionnés dont disposent aujourd'hui les individus et l'État pour pénétrer les secrets de la vie privée. M. Juvigny, dans son rapport (p. 171), vient rappeler justement d'ailleurs que l'utilisation de ces procédés n'est pas le monopole des régimes totalitaires ; et que, dans nos démocraties libérales, les services publics se doivent nécessairement de recueillir et de centraliser des renseignements sur la vie privée des citoyens.